

GEOSUD-Licence utilisation Produit-Couverture satellitaire France RapidEye-GEOSYS

Article 13. Propriété et droits concédés

Définitions :

- Les droits de propriété intellectuelle désignent les droits de propriété industrielle et les droits de propriété littéraire et artistique.
- Les droits de propriété littéraire et artistique désignent les droits d'auteur et les droits voisins du droit d'auteur régis par le code de la propriété intellectuelle ainsi que les droits de même nature reconnus à l'étranger ou en application d'accords, conventions et traités internationaux.
- Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché, tels que notamment les oeuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins et modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les noms de domaine, le droit à l'image des biens ou des personnes et qui appartiennent, au jour de la notification du marché, au titulaire du marché ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence.

13.1. Organismes ayants droit

Les UTILISATEURS PUBLICS AUTORISES regroupent les entités institutionnelles publiques françaises, les entités de statut privé ou associatif officiellement investies d'une mission de service public sur le territoire national, les organismes à but non lucratif agréés oeuvrant avec une finalité d'intérêt général dans le domaine du PROJET.

- Services centraux de l'Etat
 - Les Ministères
- Services déconcentrés de l'Etat
 - Services Régionaux et Départementaux de l'Etat
- Collectivités territoriales
 - Conseils Régionaux et leurs établissements publics (Agences et Offices) agissant dans le cadre de leurs missions de service public,
 - Conseils Généraux et leurs établissements publics (Agences et Offices) agissant dans le cadre de leurs missions de service public,
 - Communes
- Etablissements publics
 - Etablissements publics de l'Etat ainsi que leurs échelons régionaux et départementaux agissant dans le cadre de leurs missions de service public, et pour des prestations hors champ concurrentiel.

- Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI),
- Etablissements publics à caractère administratif (EPA),
- Etablissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), dans le cadre de leurs missions de service public, et pour des prestations hors champ concurrentiel.
- Etablissements publics à caractère scientifique et technique (EPST), dans le cadre de leurs missions de service public, et pour des prestations hors champ concurrentiel.
- Etablissements d'enseignement publics et sous contrat primaires et secondaires,
- Universités, établissements d'enseignement supérieur dans le cadre de leurs missions d'enseignement et de recherche
- Etablissements publics territoriaux dans le cadre de leurs missions de service public, et pour des prestations hors champ concurrentiel.

- Organismes divers et associatifs

- Organismes consulaires régionaux et départementaux,
- Organismes à but non lucratif avec un agrément dans un domaine lié au Projet et oeuvrant dans un contexte d'intérêt général (associations agréées, syndicats, syndicats mixtes, groupements professionnels, offices, sociétés, agences...) et pour des prestations hors champ concurrentiel.

Ces UTILISATEURS PUBLICS AUTORISES disposent des droits d'usages acquis par le Cemagref, de manière non différenciée sur l'ensemble des lots de données correspondant aux différentes zones géographiques.

13.2 Régime des connaissances antérieures

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. Le pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Lorsque le titulaire du marché ou l'un des organismes ayants droit incorpore des connaissances antérieures dans les produits ou utilise des connaissances antérieures qui sont disponibles sous un régime de licence libre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux produits, sont strictement nécessaires pour la mise en oeuvre des produits, le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur et aux organismes ayants droit désignés dans le marché le droit d'utiliser de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les produits, pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, de traiter, d'exécuter, de représenter les connaissances antérieures pour utiliser les produits.

La concession des droits sur les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché.

Les droits sont concédés pour la durée des droits d'utilisation portant sur les produits.

Les droits de modification, d'adaptation, de traduction s'exercent le cas échéant dans les conditions prévues par les documents particuliers du marché.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire du marché ne peut utiliser ou incorporer, sans

l'accord préalable du pouvoir adjudicateur, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux produits.

13.3 Concession des droits d'utilisation sur les PRODUITS

Le Cemagref, dans le cadre de GEOSUD, effectuera un transfert de droits sur les ortho-images satellitaires dans l'objectif de les diffuser gracieusement aux UTILISATEURS PUBLICS AUTORISES, afin de développer la mutualisation de l'information géographique sur le territoire français et de promouvoir l'utilisation de l'imagerie satellitaire.

13.3.1 Droits liés à la multi-licence.

Le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au Cemagref et aux organismes ayants droit désignés à l'article 13.1 ci-dessus le droit d'utiliser ou de faire utiliser les produits, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes.

Le Cemagref et les ORGANISMES AYANT DROITS désignés à l'article 13.1 ne deviennent pas, du fait du marché, titulaires des droits afférents aux PRODUITS, dont la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché.

Le prix de cette concession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Les PRODUITS sont ainsi concédés avec une multi-licence d'utilisation par laquelle le Cemagref :

- Utilisera les PRODUITS, les modifiera afin de produire des PRODUITS A VALEUR AJOUTEE et/ou des TRAVAUX DERIVES afin de satisfaire ses BESOINS PROPRES ;
- Partagera les PRODUITS et/ou PRODUITS A VALEUR AJOUTEE avec tout UTILISATEUR PUBLIC AUTORISE pour leurs BESOINS PROPRES avec le droit de les modifier afin de produire des PRODUITS A VALEUR AJOUTEE et/ou des TRAVAUX DERIVES ;

Cette licence autorise le Cemagref et tout UTILISATEUR PUBLIC AUTORISE à :

- installer les PRODUITS sur leur réseau informatique local (postes bureautiques, serveurs) pour un nombre illimité d'accès et sur plusieurs sites géographiques d'implantation,
- utiliser les PRODUITS au travers de leurs logiciels (SIG, bureautique, ...),
- publier les PRODUITS et/ou PRODUITS A VALEUR AJOUTEE sur support papier. Le titulaire précisera les limites éventuelles à ces publications sur support papier, les mentions à faire figurer et les limites éventuelles à la réutilisation des données par les personnes physiques et organismes destinataires des publications sur support papier.
- mettre les PRODUITS et/ou PRODUITS A VALEUR AJOUTEE en ligne sur un intranet pour des applications de cartographie ou de géolocalisation destinées au personnel du Cemagref et/ou des UTILISATEURS PUBLICS AUTORISES, avec mention lisible du crédit. Le Cemagref et/ou l'UTILISATEUR PUBLIC AUTORISE prendront toutes les dispositions nécessaires pour que ces données ne soient pas diffusées à l'extérieur ni le PRODUIT et/ou PRODUIT A VALEUR AJOUTEE soit distribué, vendu, cédé, disposé, loué, sous-licencié ou transféré à toute tierce personne ;
- mettre les PRODUITS et/ou PRODUITS A VALEUR AJOUTEE en ligne sur un site internet, y compris pour la fourniture de services en ligne gratuits de cartographie ou de

géolocalisation. Le Cemagref et/ou l'UTILISATEUR PUBLIC AUTORISE devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour que cette mise en ligne ne puisse en aucun cas permettre le téléchargement des PRODUITS et/ou PRODUIT A VALEUR AJOUTEE, ni être utilisée pour distribuer, céder, disposer de, louer, sous-lLicencier ou transférer ledit PRODUIT et/ou PRODUIT A VALEUR AJOUTEE.

- de façon générale publier sur support électronique en format image et vectoriel sur support disque optique, Intranet, Internet. Le titulaire précisera les limites éventuelles à ces publications sur support électronique, les mentions à faire figurer et les limites éventuelles à la réutilisation des données par les personnes physiques et organismes destinataires des publications sur support électronique.

- rediffuser temporairement, dans le cadre exclusif de la réalisation de leur mission de service public, les PRODUITS et/ou PRODUITS A VALEUR AJOUTEE à des tiers (non ayant droits) moyennant l'engagement formel préalable de ceux-ci de respecter les termes du présent appel d'offre, du contrat en résultant et de la Multi-Licence, et de restituer ou détruire les PRODUITS et/ou PRODUITS A VALEUR AJOUTEE au terme de leur prestation.

Tout PRODUIT fourni par le titulaire au Cemagref dans le cadre du présent marché, et distribué éventuellement par le Cemagref aux UTILISATEURS PUBLICS AUTORISES, sera utilisé conformément aux termes du présent marché, du contrat en résultant et de la Multi-Licence. En cas de dispositions contradictoires entre ces trois documents ils primeront dans l'ordre indiqué ci-dessus, sauf disposition explicitement mentionnée dans le contrat.

Les UTILISATEURS PUBLICS AUTORISES, préalablement à toute fourniture du PRODUIT et/ou d'un PRODUIT A VALEUR AJOUTEE par le Cemagref, s'engageront officiellement à accepter et respecter les termes du contrat résultant du présent marché et de la Multi-Licence d'utilisation relative au PRODUIT.

Le Cemagref mettra en oeuvre les dispositions nécessaires à assurer le suivi du respect de ladite licence par les UTILISATEURS PUBLICS AUTORISES, et en informera le prestataire.

Il est expressément entendu que l'utilisation par le Cemagref ou les UTILISATEURS PUBLICS AUTORISES des PRODUITS et PRODUITS A VALEUR AJOUTEE ne conduira pas à une exploitation commerciale. Toute autre utilisation des PRODUITS ET PRODUITS A VALEUR AJOUTEE donnera lieu à extension préalable de la licence ou à un accord spécifique entre le titulaire et le Cemagref ou l'UTILISATEUR PUBLIC AUTORISE désireux d'en faire cette utilisation.

13.3.2 PRODUITS protégés par un droit de propriété littéraire et artistique.

Le titulaire du marché concède à titre non exclusif au Cemagref et aux ORGANISMES AYANT DROITS désignés à l'article 13.1 les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique afférents aux PRODUITS, pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et pour le territoire de la France, l'union européenne, le monde entier. Dans l'hypothèse d'une publication sur internet, les droits sont concédés pour le monde entier.

Ces droits couvrent les produits à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de leur réception, pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger, de traduire les produits, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les besoins découlant de l'objet du marché, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les produits, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports, pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des produits, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, dans le respect des droits moraux, pour les besoins découlant de l'objet du marché et notamment à des fins d'information et de promotion.

NOTA:

Les articles relatifs à la cession s'appliquent de plein droit sauf réserves formulées lors de la remise de l'offre dans le cadre de la note décrivant les limites éventuelles à l'utilisation des produits.

